

La Libération et le retour de la République en « zone rattachée » Nord-Pas-de-Calais

Le départ de l'occupant et l'arrivée des troupes alliées entre la fin août et le début septembre 1944 dans le Nord-Pas-de-Calais prennent un caractère particulier pour les habitants de cette région, isolée du reste de la France. En effet, depuis le début de l'Occupation en juin 1940, les deux départements connaissent un régime spécifique. Placée sous l'autorité de l'Oberfeldkommandantur 670 de Lille (relevant de l'autorité du *Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich* le Commandement militaire allemand pour la Belgique et le Nord de la France) la région est coupée du reste de la France par une ligne de démarcation imposée sur la Somme. L'administration de cette « zone rattachée » va donc demeurer entre les mains des militaires durant toute la guerre, contrairement au reste de la France où, dès 1942, la SS prend le pouvoir sur les questions de police et de maintien de l'ordre. La répression dans le Nord de la France n'est pas pour autant moins brutale mais repose davantage sur les tribunaux militaires et la déportation judiciaire. Le départ de l'administration militaire de Lille vers l'Allemagne, le 30 août 1944, met ainsi un terme aux ambitions séparatistes nazies et à la création d'un futur état flamand dans le Nord de l'Europe.

Si la Libération du Nord-Pas-de-Calais est réalisée en un éclair, elle apparaît particulièrement sanglante. Ainsi, après la prise d'Amiens, le 31 août par les Anglais, Arras et Douai sont libérées dès le lendemain. Les villes de Cambrai et Valenciennes le seront le 2 septembre par les américains. Bruxelles quant à elle sera libérée le 3. Le 5 au soir, 95 % du Nord-Pas-de-Calais est libre, seules subsistent quelques poches allemandes dans les ports. Les multiples groupes locaux de FFI opèrent au grand jour en se livrant au harcèlement des unités allemandes en retraite et au maintien de l'ordre. Plus de 500 vont perdre la vie durant ces opérations. En plus de l'assassinat de nombreux civils par les troupes allemandes en fuite, l'occupant réussit à faire partir, le 1^{er} septembre, un convoi formé de près de 900 détenus politiques de la prison de Loos, c'est le dernier « train de Loos » qui atteindra les camps de concentration du *Reich*.

Le rétablissement de la République s'effectue également de manière très rapide. Le 2 septembre au soir, deux nouveaux préfets sont nommés à Arras et à Lille. Dès le 3, la législation du gouvernement provisoire peut s'appliquer. Louis Closon, rallié à la France libre dès juin 1940, parachuté en France en avril 1943 comme second de Jean-Moulin, mais également chargé de la mise en place de nombreux CDL (dont celui du Nord) est le nouveau Commissaire de la République pour le Nord-Pas-de-Calais. Il défilera en tête du cortège aux côtés du général de Gaulle lors de sa visite dans la région au début octobre 1944. Mais sa nomination n'est pas sans créer de tensions avec les chefs de la Résistance locale. Le retour de la démocratie est enfin marqué le 5 septembre par la parution d'une nouvelle presse régionale, issue des différents courants de la Résistance. On peut citer en particulier le n°66 de *La Voix du Nord*, principal journal clandestin de la Résistance nordiste.

Laurent THIERY

La Coupole, Centre d'histoire et de mémoire du Nord-Pas-de-Calais

Bibliographie :

-DEJONGHE Etienne, LE MANER Yves, *Le Nord-Pas-de-Calais dans la main allemande*, Lille, La Voix du Nord, 2000, 400 p.

-Laurent THIERY, *La répression allemande dans le Nord de la France, 1940-1944*, Presses du Septentrion, Lille, 2013, 365 p.